

Solidaires



Branche INRAE

*Notre déclaration à l'entrée du
Comité Technique INRAE
en visio-conférence ces 24 et 25 novembre :*

Cette fois nous sommes dans le dur.

Dans le dur sur la LPR, Loi de Programmation de la Recherche, car la ministre Madame Vidal est passée une fois de plus en force, en achetant au passage le vote de certains syndicats par des augmentations ciblées de salaires, sans écouter les critiques nombreuses et majoritaires, des syndicalistes au CNU (Conseil National des Universités) en passant par Cédric Villani et Thomas Piketty, dont le père était technicien à l'INRA. Nous demandons une priorité à la coopération mais nous récoltons plus de précarité, plus de compétition. Est-ce ainsi que la recherche publique va répondre aux enjeux sociaux et environnementaux ? Nous répétons ici la demande SUD recherche EPST d'alignement des primes, en attendant leur intégration au salaire, de tout le personnel INRAE sur celle des IR HC, soit 7 000 € annuels. Pour celles et ceux qui trouveraient la revendication excessive, c'est le montant de la prime moyenne des catégories C du ministère de l'Agriculture. Nous renouvelons aussi notre demande d'augmentation de 20% des contrats de thèse comme cela est acquis au CNRS depuis un an, et plus largement de revalorisation tous les contrats précaires à la hauteur des corps de titulaires correspondants, ces collègues étant souvent les plus fragilisés par la pandémie.

Dans le dur sur l'horizon des recherches en agriculture, alimentation et environnement, car les propositions SUD concrètes et originales, écologiques et sociales, pour que l'INRAE bascule à l'occasion de son schéma stratégique 2030 dans une réelle transition agroécologique pour une planète vivable pour toutes et tous, n'ont pas été entendues. A la lecture de votre document, le monde d'après ressemble trop au monde d'avant et le magnifique ruisseau de la couverture du bilan social INRA 2019 risque de n'être plus qu'un souvenir du XXe siècle. Le temps est pourtant venu que le service public de recherche s'y mette en œuvrant réellement pour explorer les alternatives en agriculture, environnement et alimentation ou alors il disparaîtra.

Dans le dur sur les libertés attaquées, universitaires et journalistiques, par le gouvernement alors que le confinement limite les mobilisations. Les menaces sont pointées par Stéphane Foucart dans le Monde de samedi 21 novembre. Et l'exemple pris est celui de l'écoute accordée aux lobbies au Conseil d'Administration de l'INRA en juin 2009 quand se discutait un programme de sortie des pesticides. Nous sommes des lanceurs d'alerte et nous ne lâcherons jamais. Ce samedi nous avons manifesté en nombre pour défendre la liberté de la presse.

Dans le dur avec les lignes directrices de gestion (avancement et mobilité). Syndicalistes, nous sommes probablement fautifs de n'avoir pas su convaincre pour mobiliser le personnel

en 2018 contre le projet CAP 2022 de « modernisation » de la Fonction Publique. Au nom de la nécessaire « adaptation » le gouvernement a promis une gestion efficace de la Fonction Publique. Aujourd'hui avec les CAP réduites à presque rien, les collègues vont constater le retour de l'arbitraire. La campagne de mobilité 2020 s'achève sans aucune consultation des élus du personnel. Pour les avancements, le mérite (sur quels critères ? la bonne tête du client ?) devient la seule boussole de l'administration. La régression est générale et les collègues ne vont pas tarder à découvrir des déroulements de carrière sans contre-pouvoir des élus du personnel.

Enseignements des premières élections INRAE

Compte-tenu des conditions très particulières de la courte campagne électorale 2020, nous saluons la forte participation à 55.2% plus proche des 59,8% du scrutin INRA de 2014 que des 45,6% de 2018 (à l'IRSTEA 44.6 % en 2018 et 47.3% en 2014), élections 2018 qui furent entachées d'incidents retardant la distribution du matériel de vote. Le recours de SUD au tribunal administratif est en passe d'aboutir. Sur la participation, en comparaison des moins de 30% de participation au CNRS, ce scrutin confirme la persistante implication du personnel de l'INRAE. Les bulletins blancs représentent plus de 10.7% des votes. Nous avons une pensée pour les collègues qui votaient avec la formule papier et n'ont pas fait la bascule vers le vote électronique : l'exclusion numérique existe aussi dans la recherche. Contraints d'accepter un vote électronique imposé, nous avons tout fait pour que la participation soit la plus forte possible malgré la difficulté de toucher les collègues en ces temps de pandémie.

Pour le Conseil d'Administration et le Comité Technique le nouveau collège électoral issu de la fusion INRA et IRSTEA est de 10 140 personnes alors que pour le seul INRA il était de 9 941 en 2011. C'est la preuve de la fonte des effectifs dans la recherche publique qui aura perdu 10% de son personnel en 10 ans, malgré les dénégations des directions successives lors des votes des budgets annuels en CA.

Les listes, CGT, SUD et FO, qui défendent le service public contre les réformes libérales qui l'affaiblissent de plus en plus, dont la loi de Programmation de la Recherche (LPR), sont (légèrement) majoritaires à l'INRAE avec 51% au CT et 50,2% au CA. Ce n'était pas le cas en 2018. A chaque fois que nous pourrons avancer en intersyndicale pour défendre le personnel SUD le proposera.



Aujourd'hui nous devrions être en manifestation contre l'unique LPR mais nous sommes présents à ce CT, au vu de la gravité des questions traitées pour défendre ce qui doit l'être. Durant la réunion qui se tient en vidéo-conférence, nous marquons symboliquement notre soutien à l'opération « écrans noirs ».

<https://universiteouverte.org/2020/11/13/operation-ecrans-noirs/>